

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Commune d'Itteville

Budget Principal
et
Budget Annexe Réseau Chauffage Urbain

SOMMAIRE

Introduction

- Elément de contexte économique
 - L'international et l'Europe
 - La France
- Elément des collectivités locales
 - La Dotation Globale de Fonctionnement et le FPIC
 - La réforme de la Taxe d'Habitation
 - Les autres mesures relatives à la LFI 2021
- Les règles de l'équilibre budgétaire

1. Les recettes de la collectivité

- 1.1 La fiscalité directe
- 1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal
- 1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2021
- 1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

2. Les dépenses réelles de fonctionnement

- 2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante
- 2.2 Les charges de personnel
- 2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la collectivité
- 2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement
- 2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

3. L'endettement de la collectivité

- 3.1 L'évolution de l'encours de dette
- 3.2 La solvabilité de la collectivité

4. Les investissements de la collectivité

- 4.1 Les épargnes de la collectivité
- 4.2 Les dépenses d'équipement
- 4.3 Les besoins de financement pour l'année 2021

5. Les ratios de la collectivité

6.

Introduction

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Élément de contexte économique

L'international et l'Europe

L'économie mondiale face à la pandémie mondiale de la COVID-19.

Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, le reste du monde a assisté incrédule le 23 janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19 début 2020.

Depuis, l'économie mondiale évolue au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face. Démunis face à la première vague qui submergea les services hospitaliers au printemps, les gouvernements, cherchant à enrayer la vitesse de propagation de la pandémie, ont eu largement recours à des mesures de confinement, qui se sont traduites au 2^{ème} trimestre 2020 en un double choc d'offre et de demande à l'échelle mondiale. Après une récession d'ampleur inédite au 1^{er} semestre 2020, l'activité a pris l'allure de montagnes russes au second semestre. Les déconfinements progressifs durant l'été 2020 se sont traduits mécaniquement par de forts rebonds lors du 3^{ème} trimestre, l'activité restant toutefois en retrait par rapport à fin 2019 : + 7,5 % T/T aux Etats Unis après - 9 % au 2^{ème} trimestre et + 12,5 % T/T en zone euro après -11,7 % au 2^{ème} trimestre.

A partir de septembre 2020, l'accélération des contaminations a repris. L'Europe et les Etats-Unis ont été confrontés à une 2^{ème} vague de contaminations. Au 4^{ème} trimestre 2020, la réintroduction progressive des mesures restrictives puis le recours à des nouveaux confinements a, à nouveau, pesé sur l'activité. Depuis Noël, l'apparition de variants du virus particulièrement contagieux conduit à un nouveau retour en force des confinements, qui - plus stricts qu'à l'automne - compliquent les échanges économiques au 1^{er} semestre 2021. Avec plus de 1,9 millions de décès et plus de 92 millions de cas d'infections à la COVID-19 recensés au niveau mondial, les campagnes de vaccination lancées depuis fin 2020 constituent de véritables lueurs d'espoir, qui pourraient devenir réalité au 2nd semestre 2021.

Au-delà des plans d'urgence nationaux, le soutien massif des institutions supranationales devrait atténuer les effets de la pandémie en zone euro et contribuer à relancer l'économie une fois celle-ci maîtrisée. Outre le programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée, les Etats membres de l'Union Européenne ont conçu à l'été 2020 un important plan de relance, Next Generation EU, de 750 milliards € de

prêts et subventions. Définitivement validé en décembre 2020, il s'appliquera en 2021-2022 principalement en soutenant l'investissement.

Pour la première fois l'UE financera les Etats membres par l'émission de dettes en son nom propre. De son côté, contrairement à 2008, la BCE a réagi rapidement et significativement. Après avoir augmenté son programme d'achats d'actifs (APP) de 120 milliards €, elle a créé le programme PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) initialement doté d'une capacité de 750 milliards €, portée progressivement à 1 850 milliards € en décembre 2020. Pour alimenter les banques en liquidités, elle a également assoupli les conditions des TLTRO III puis créé le programme PELTRO (Pandemic Emergency Longer-Term Refinancing Operations) renforcé en décembre dernier. Au-delà, elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public. Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro devrait chuter d'environ - 7,3 % en 2020 avant de rebondir à 3,9 % en 2021.

La France

Résiliente en 2019 (1,5 %), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 en 2020. Reculant de 5,9 % au 1^{er} trimestre 2020, le PIB a chuté de 13,8 % au 2^{ème} trimestre suite au confinement national instauré du 17 mars au 11 mai. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi au 3^{ème} trimestre 2020 tout en restant inférieure de 3,7 % à son niveau d'avant crise (T4 2019). La croissance du PIB au 3^{ème} trimestre a ainsi atteint 18,7 % T/T mais a reculé de 3,9 % en glissement annuel.

L'accélération des contaminations au 4^{ème} trimestre 2020 a conduit à un nouveau confinement national du 30 octobre au 15 décembre, avec une réouverture des commerces fin novembre et l'instauration d'un couvre-feu en soirée depuis mi-décembre. Toutefois compte tenu de la progressivité des restrictions imposées depuis fin septembre (fermeture des bars, couvre-feux locaux, confinement national) et de l'allègement des restrictions en termes de déplacement et d'activité (maintien des écoles ouvertes), l'impact économique devrait être moins fort qu'au printemps. La perte d'activité est attendue à - 4 % au 4^{ème} trimestre et - 9,1 % en moyenne en 2020. Comme ailleurs en Europe, la progression des contaminations avec l'arrivée de nouvelles souches particulièrement contagieuses du coronavirus compromet la vigueur du rebond attendu en 2021 (désormais à 4,1 % contre 5,4 auparavant). Depuis le 2 janvier 2021, l'horaire du couvre-feu a été relevé à 18h progressivement dans toute la France. Au-delà, l'accélération des hospitalisations semble rendre un troisième confinement probable.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est impressionnant. Au 1^{er} semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En deux trimestres, l'ampleur des destructions d'emplois a ainsi dépassé les 692 000 créations d'emplois lentement accumulées au cours des deux ans et demi séparant le 2^{ème} trimestre 2017 du 4^{ème} trimestre 2019. Le rebond du 3^{ème} trimestre 2020 a toutefois permis de réduire les pertes d'emplois salariés à 295 000.

Cette destruction massive d'emplois ne s'est pas immédiatement traduite par une hausse du taux de chômage tel que mesuré par le BIT. En effet, le nombre de chômeurs se déclarant

activement à la recherche d'un emploi ayant diminué pendant le confinement, le taux de chômage a nettement diminué au 1^{er} semestre 2020 passant de 8,1 % au 4^{ème} trimestre 2019 à 7,1 % au 2^{ème} trimestre 2020, alors même que la situation sur le marché du travail se détériorait. L'assouplissement des restrictions durant l'été aura eu raison de cette baisse du chômage en trompe-l'œil. Au 3^{ème} trimestre 2020, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage (BIT) s'élevait de nouveau à 9,0 %.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars 2020 le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3 % de PIB). En 2021 il sera vraisemblablement supérieur aux 6,6 milliards € prévus. Malgré les mesures exceptionnelles de soutien au marché du travail, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8 % vers la fin de 2022.

Pour atténuer l'impact économique et social de la crise sanitaire, le gouvernement a accompagné les confinements d'un vaste ensemble de mesures d'urgence. Ces mesures ont été conçues pour soutenir les ménages (en préservant leur emploi et la majeure partie de leurs revenus grâce au chômage partiel), soutenir les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et soutenir certains secteurs d'activité les plus durement touchés par l'épidémie (tels que l'hôtellerie-restauration, le tourisme, l'automobile et l'aéronautique). Le coût total de ces mesures est estimé à près de 470 milliards € (environ 20 % du PIB). Toutefois, seule une partie des mesures (64,5 Mds €) aura un impact direct sur le solde public, l'impact des mesures de trésorerie (76 Mds €) et de garanties de l'Etat (327,5 Mds €) à ce stade incertain n'étant susceptible d'intervenir qu'après 2020. Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a présenté en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards € (soit 4,3 % du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe. Comprenant trois axes (écologie, compétitivité et cohésion), il vise via des programmes d'investissement à soutenir l'activité et à minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire.

Enfin, l'annonce du 2^{ème} confinement s'est accompagné d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 milliards € de soutien financier, largement répartie sur les mesures de soutien mises en place précédemment.

Élément des collectivités locales

La Dotation Globale de Fonctionnement et le FPIC

L'élaboration du budget primitif 2021 s'établit dans un contexte de stabilité de l'enveloppe globale de DGF qui s'élève cette année à environ 27 milliards d'euros malgré le contexte économique lié au COVID-19. Les entités du bloc communal (communes et EPCI) se partagent cette année environ 18,4 milliards d'euros soit plus de la moitié de cette enveloppe. Peu d'évolutions ont été apportées par la Loi de Finances (LFI) 2021.

Le législateur a créé à destination des communes les moins aisées fiscalement ou répondant à des problématiques de revitalisation de milieux ruraux ou urbains les trois dotations suivantes :

- La Dotation de Solidarité Rurale réservée aux communes de moins de 10 000 habitants répondant à des problématiques rurales ;
- La Dotation de Solidarité Urbaine réservée aux communes de plus de 5 000 habitants répondant à des problématiques urbaines ;

- La Dotation Nationale de Péréquation réservée aux communes les moins riches fiscalement au regard notamment de leur fiscalité économique.

L'évolution des enveloppes de ces trois dotations est chaque année financée en partie par un prélèvement de la Dotation Forfaitaire des communes les plus aisées fiscalement. La LFI a décidé d'augmenter l'enveloppe globale de deux de ces trois dotations. Le montant de l'enveloppe de la Dotation Nationale de Péréquation est figé cette année encore (c'est annuellement le cas depuis 2015). Pour les deux autres dotations, l'augmentation en 2021 sera la suivante :

- + 90 M€ de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- + 90 M€ de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

Nous retrouvons ici une logique que l'État poursuit depuis de nombreuses années, et ce malgré les changements de majorité au Parlement. En effet, à l'instar des majorités précédentes, le législateur renforce dans l'enveloppe de DGF la péréquation afin de favoriser les collectivités les moins aisées fiscalement et qui disposent sur ce point de marges de manœuvre de plus en plus faibles pour équilibrer leur budget et trouver un autofinancement récurrent.

De plus, l'Etat a décidé d'augmenter le montant de l'enveloppe de la dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'Outre-Mer suite à la refonte de cette dotation cette année. Le montant prélevé sur les dotations de péréquation cette année est alors majoré de 47%.

Au niveau du fond de péréquation communal et intercommunal (FPIC), la LFI a maintenu à 1 Md€ son montant pour 2021 et les années suivantes.

La réforme de la Taxe d'Habitation

Sur le plan fiscal, on rappellera comme évolution majeure la réforme de la taxe d'habitation (TH) de 2018 qui consiste à mettre en place un dégrèvement progressif de cotisation TH pour les contribuables éligibles (en fonction de seuils de revenus). La LFI 2020 reprend ces éléments en étayant les modalités de suppression et de remplacement de la TH.

La suppression de la TH devrait se déployer sur la période 2021 – 2023 mais les collectivités en perdront le produit dès 2021. Elle ne concernera que les résidences principales, les collectivités conserveront donc les produits de la TH sur les résidences secondaires et les logements vacants.

En 2020, le dégrèvement « Macron » ne prend plus en compte dans son calcul le taux TH global et les abattements 2017 mais ceux de 2019. Cette modification du dégrèvement intervient afin de s'assurer que, en dépit d'éventuelles hausses de taux ou de diminutions d'abattements intervenues depuis 2017, les contribuables dégrévés bénéficient bien en 2020 d'un dégrèvement intégral sans avoir à payer de « restes à charge » liés à la hausse de la fiscalité TH.

De plus, afin d'assurer cet objectif et faciliter la transition dans le cadre de la réforme, une autre disposition importante est envisagée, Le gel en 2020 du taux TH et des abattements des collectivités au niveau de 2019, et ce jusqu'en 2022.

La suppression de la TH des résidences principales implique de compenser les collectivités : les communes reçoivent l'intégralité du taux départemental de Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ainsi qu'une dotation de compensation tandis que les EPCI recevront une fraction dynamique de produit de TVA.

Les autres mesures relatives à la LFI 2021

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics, ont présenté le projet de loi de finances 2021 (LFI 2021).

Ce projet de loi de finances est le budget de la relance avec :

- La concrétisation de la baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production à compter de 2021 (20 milliards d'euros sur deux ans) ;
- La confirmation des engagements déjà pris par le Gouvernement en matière de baisse des impôts des Français, avec la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales engagée en 2018, et la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ;
- L'ouverture de 36,4 milliards d'euros pour les trois grandes priorités du plan de relance : l'écologie, la cohésion et la compétitivité ;
- La poursuite d'une logique partenariale et soutien aux recettes des collectivités territoriales.

Concernant plus précisément les collectivités territoriales avec :

- L'engagement de l'État auprès des territoires avec des actions pour la ruralité (poursuite du déploiement des France Services ...) et pour les quartiers (cités éducatives...);
- Les finances des collectivités territoriales avec l'augmentation du concours de l'État aux collectivités locales pour soutenir l'investissement, la DGF, la compensation de la baisse des impôts de production.

Près de 2,3 milliards d'euros ont été votés pour aider les collectivités locales à compenser leurs pertes financières liées à la crise sanitaire : fonds de stabilité des départements renforcé, nouveaux crédits pour soutenir l'investissement des régions et clause de sauvegarde pour le bloc communal reconduite en 2021 à hauteur de 200 millions d'euros...

Cette clause de sauvegarde, prolongée sur amendement des députés, a été mise en place par la troisième loi de finances rectificative du 30 juillet 2020.

Parmi les mesures introduites lors du débat parlementaire, figure également la suspension jusqu'au 16 février 2021 du jour de carence pour les agents publics arrêtés en raison du Covid-19

Cette dérogation, applicable aux agents publics et salariés ne peut être prévue que pour les traitements, rémunérations et prestations afférentes aux congés de maladie directement en lien avec le risque qui a conduit à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

A compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser aux collectivités dotées d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises.

La compensation de la perte de recettes de Taxes sur le Foncier Bâti (TFB) et de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est égale, chaque année et pour chaque collectivité, au produit obtenu en multipliant la perte de bases par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2020 dans la collectivité.

Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont *respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice*".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la Collectivité hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

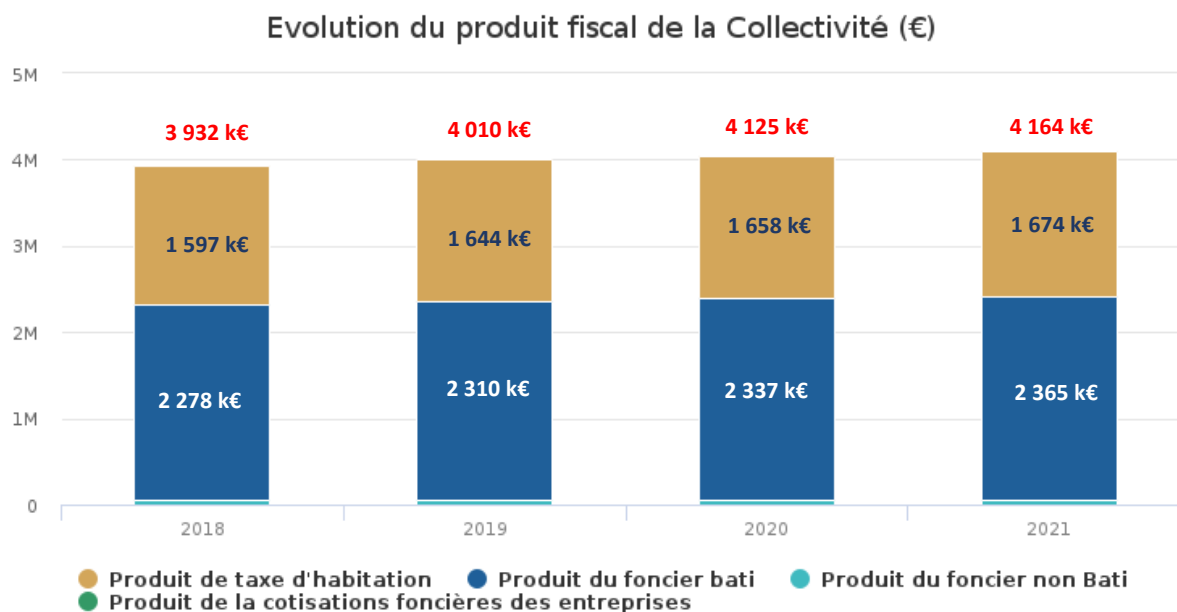
- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

1. Les recettes de la collectivité

1.1 La fiscalité directe

Evolution des ressources fiscales

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la collectivité.



Pour 2021 le produit fiscal de la commune est estimé à 4 164 352 € soit une évolution de 0,95 % par rapport à l'exercice 2020.

Le Levier fiscal de la Collectivité

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la collectivité sur le plan fiscal, il s'agira tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la collectivité dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale. Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est enfin présentée.

Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la collectivité

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Taxes foncières et d'habitation	3 932 526 €	4 010 281 €	4 125 163 €	4 164 352 €	0,95 %
Impôts économiques (hors CFE)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Reversement EPCI*	549 609 €	580 147 €	580 146 €	580 147 €	0 %
Autres ressources fiscales	839 528 €	799 712 €	863 989 €	821 054 €	-4,97 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	5 321 663 €	5 390 140 €	5 569 298 €	5 565 553 €	-0,07 %
Part des Impôts modulables	73,9 %	74,4 %	74,07 %	74,82 %	-

*Reversement EPCI = Attribution de compensation + Dotation de Solidarité Communautaire.

L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. Si celui-ci se situe au-dessus de 1, cela veut dire que la commune exerce une pression fiscale sur ses administrés plus forte que les communes au niveau national. Si cet indicateur se situe en-dessous de 1, la commune exerce alors une pression fiscale inférieure à la moyenne nationale.

Pour la commune, en 2020 (données 2021 pas encore disponible) cet indicateur est évalué à 1.02. La commune exerce une pression fiscale sur ses administrés légèrement supérieure aux autres communes et dispose par conséquent d'une faible marge de manœuvre si elle souhaite augmenter ses taux d'imposition et ce, notamment, afin de dégager davantage d'épargne sur ses recettes réelles de fonctionnement.

Evolution de la fiscalité directe

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Base FB	10 161 491 €	10 303 311 €	10 426 951 €	10 552 074 €	1,2 %
Taux FB	22,42 %	22,42 %	22,42 %	22,42 %	0 %
Produit FB	2 278 206 €	2 310 002 €	2 337 722 €	2 365 775 €	1,2 %

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Base FNB	75 418 €	79 804 €	80 762 €	81 731 €	1,2 %
Taux FNB	70,44 %	70,44 %	70,44 %	70,44 %	0 %
Produit FNB	53 124 €	56 214 €	56 889 €	57 571 €	1,2 %

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Base TH	11 038 246 €	11 361 280 €	11 463 532 €	11 566 704 €	0,9 %
Taux TH	14,47 %	14,47 %	14,47 %	14,47 %	0 %
Produit TH	1 597 234 €	1 643 977 €	1 658 773 €	1 673 702 €	0,9 %

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Produit TH	1 597 234 €	1 643 977 €	1 658 773 €	1 673 702 €	0,9 %
Produit TFB	2 278 206 €	2 310 002 €	2 337 722 €	2 365 775 €	1,2 %
Produit TFNB	53 124 €	56 214 €	56 889 €	57 571 €	1,2 %
Produit CFE	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Rôles complémentaires	3 962 €	88 €	71 779 €	67 304 €	-6,23 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	3 932 526 €	4 010 281 €	4 125 163 €	4 164 352 €	0,95 %

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

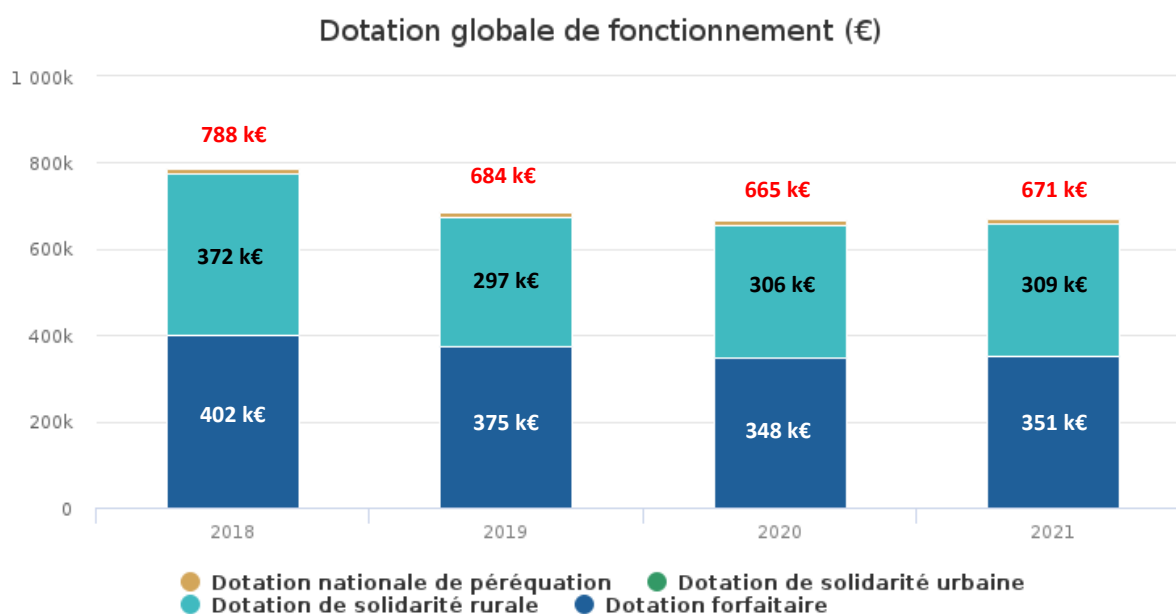
1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

Les recettes en dotations et participations de la collectivité s'élèveront à 671 011 € en 2021. La collectivité ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la Collectivité est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écrêtement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.

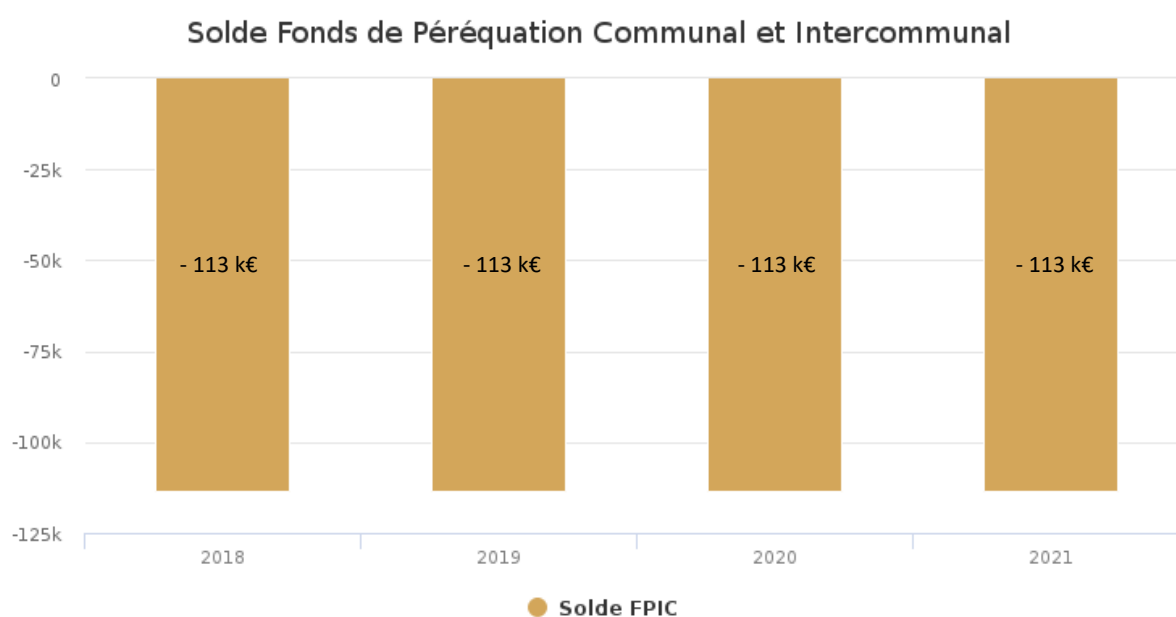


Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Dotation forfaitaire	402 606 €	375 629 €	348 063 €	351 370 €	0,95 %
Dotation Nationale de Péréquation	12 895 €	11 606 €	10 445 €	10 000 €	-4,26 %
Dotation de Solidarité Rurale	372 624 €	297 392 €	306 727 €	309 641 €	0,95 %
Dotation de Solidarité Urbaine	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Reversement sur DGF	- 0 €	- 0 €	- 0 €	- 0 €	- %
TOTAL DGF	788 125 €	684 627 €	665 235 €	671 011 €	0,87 %

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

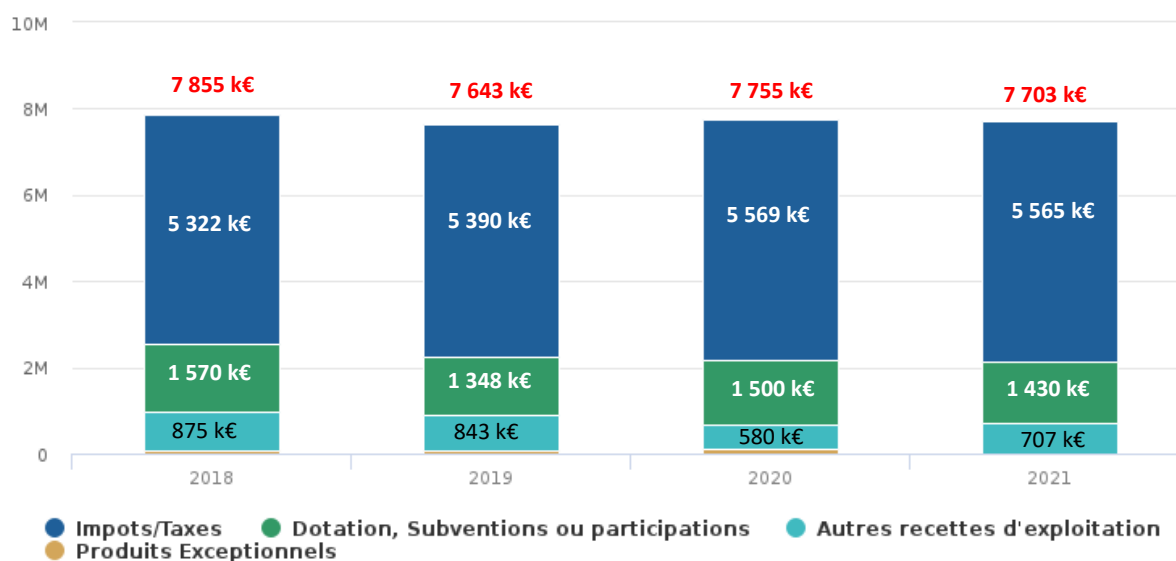
Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale. La Collectivité est uniquement contributeur au titre du FPIC pour l'année 2021. Celle-ci a vu son solde final évoluer à la hausse en 2021.



Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Contribution FPIC	113 421 €	113 421 €	113 421 €	113 421 €	0 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Solde FPIC	-113 421 €	-113 421 €	-113 421 €	-113 421 €	0 %

1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection 2021

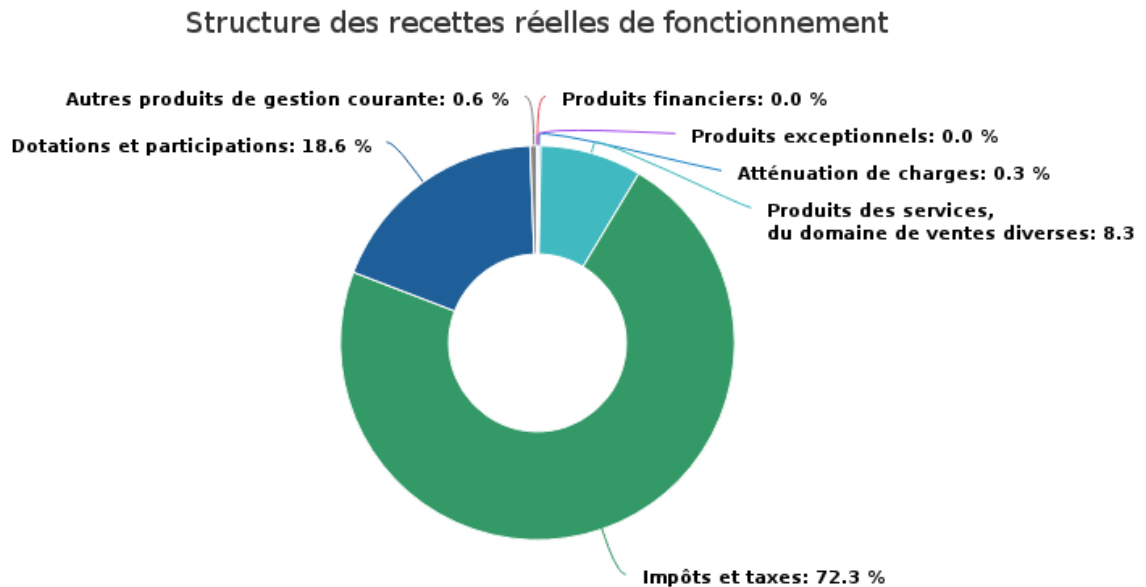
Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement



Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Impôts / taxes	5 321 663 €	5 390 140 €	5 569 298 €	5 565 553 €	-0,07 %
Dotations, Subventions ou participations	1 570 119 €	1 348 347 €	1 500 808 €	1 430 089 €	-4,71 %
Autres Recettes d'exploitation	875 246 €	843 732 €	580 552 €	707 405 €	21,85 %
Produits Exceptionnels	88 396 €	61 148 €	104 992 €	0 €	-100 %
Total Recettes réelles de fonctionnement	7 855 424 €	7 643 367 €	7 755 650 €	7 703 047 €	-0,68 %
Évolution en %	-	-2,7 %	1,47 %	-0,68 %	-

1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2021, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 7 703 047 €, soit 1 167,48 € / hab. ce ratio est supérieur à celui de 2020 (1 166,97 € / hab)



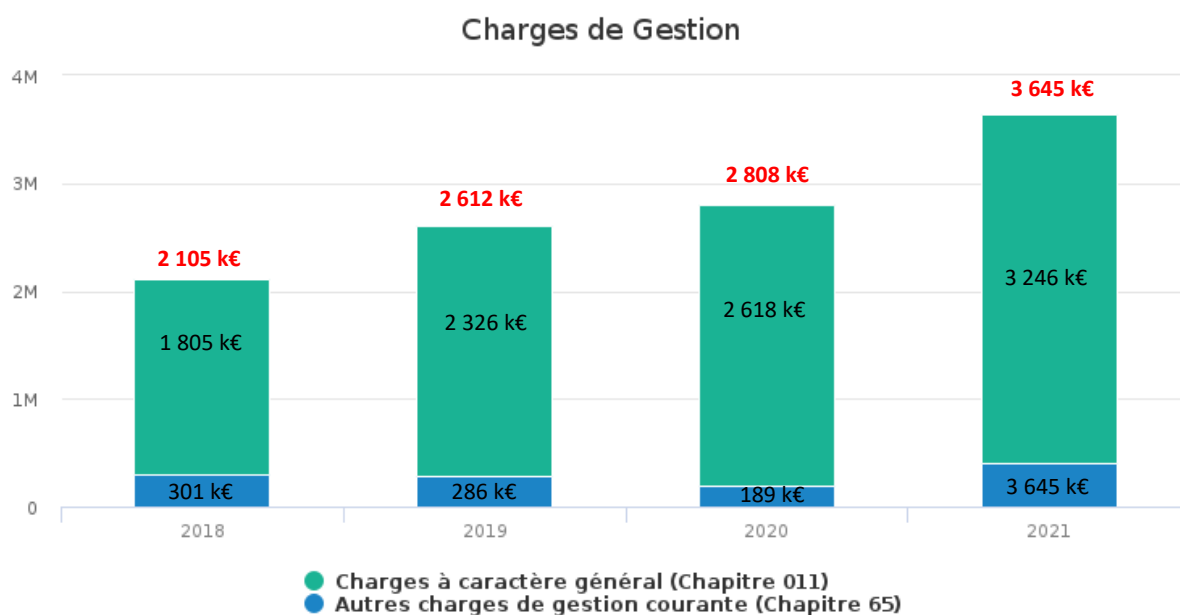
Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- à 72,25 % de la fiscalité directe ;
- à 18,57 % des dotations et participations ;
- à 8,33 % des produits des services, du domaine et des ventes ;
- à 0,6 % des autres produits de gestion courante ;

2. Les dépenses réelles de fonctionnement

2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la collectivité avec une projection jusqu'en 2021. En 2020, ces charges de gestion représentaient 39,97 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2021 celles-ci devraient représenter 44,25 % du total de cette même section.

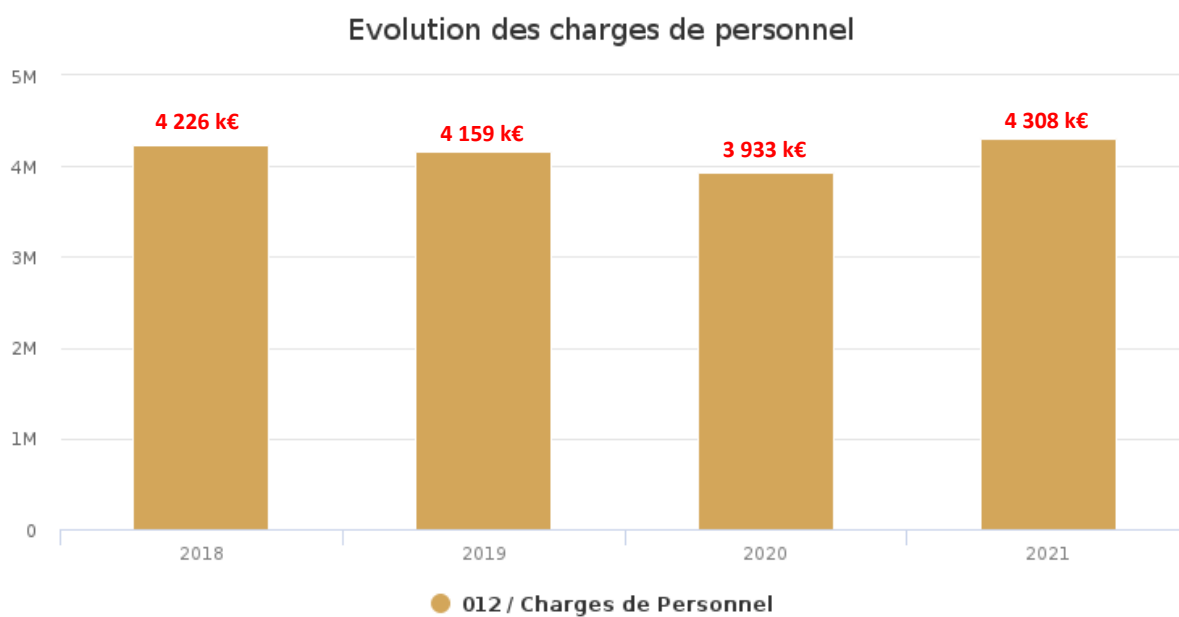


Les charges de gestion, en fonction de budget 2021, évolueraient de 29,82 % entre 2020 et 2021.

Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Charges à caractère général	1 804 771 €	2 326 022 €	2 618 208 €	3 245 704 €	23,97 %
Autres charges de gestion courante	300 760 €	286 250 €	189 339 €	399 050 €	110,76 %
Total dépenses de gestion	2 105 531 €	2 612 272 €	2 807 547 €	3 644 754 €	29,82 %
Évolution en %	-	24,07 %	7,48 %	29,82 %	-

2.2 Les charges de personnel

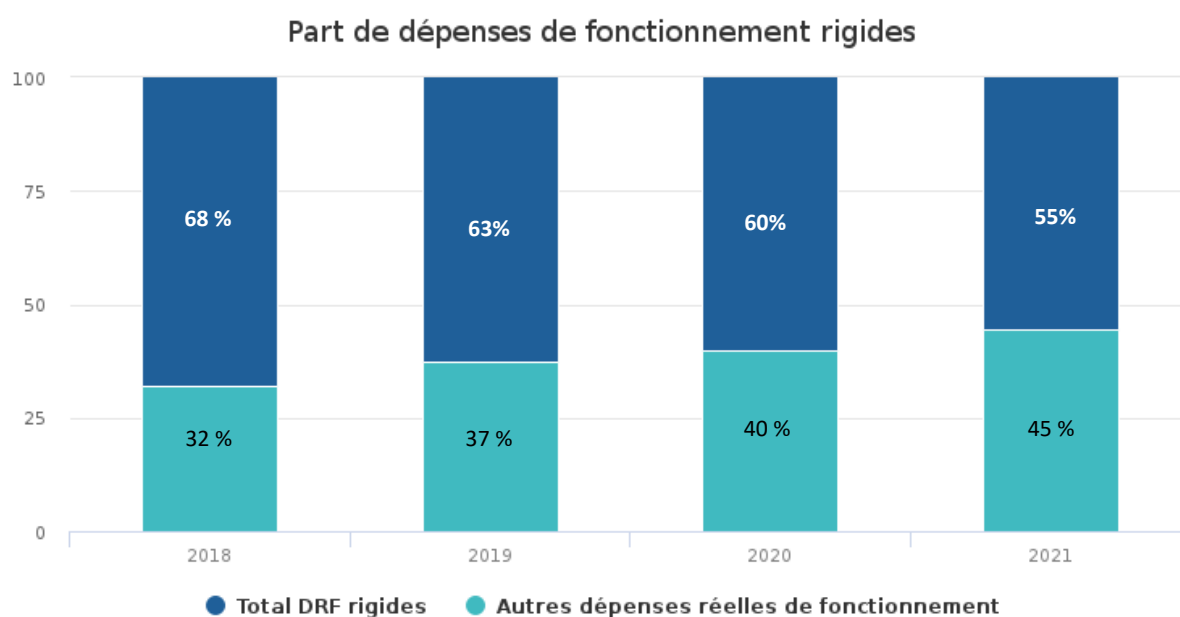
Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2018 à 2021.



Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Rémunération titulaires	1 525 778 €	1 512 164 €	1 400 635 €	1 550 000 €	10,66 %
Rémunération non titulaires	939 338 €	816 199 €	786 857 €	900 000 €	14,38 %
Autres Dépenses	1 761 203 €	1 830 944 €	1 745 433 €	1 858 100 €	6,45 %
Total dépenses de personnel	4 226 319 €	4 159 307 €	3 932 925 €	4 308 100 €	9,54 %
<i>Évolution en %</i>	-	-1,59 %	-5,44 %	9,54 %	-

2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la collectivité

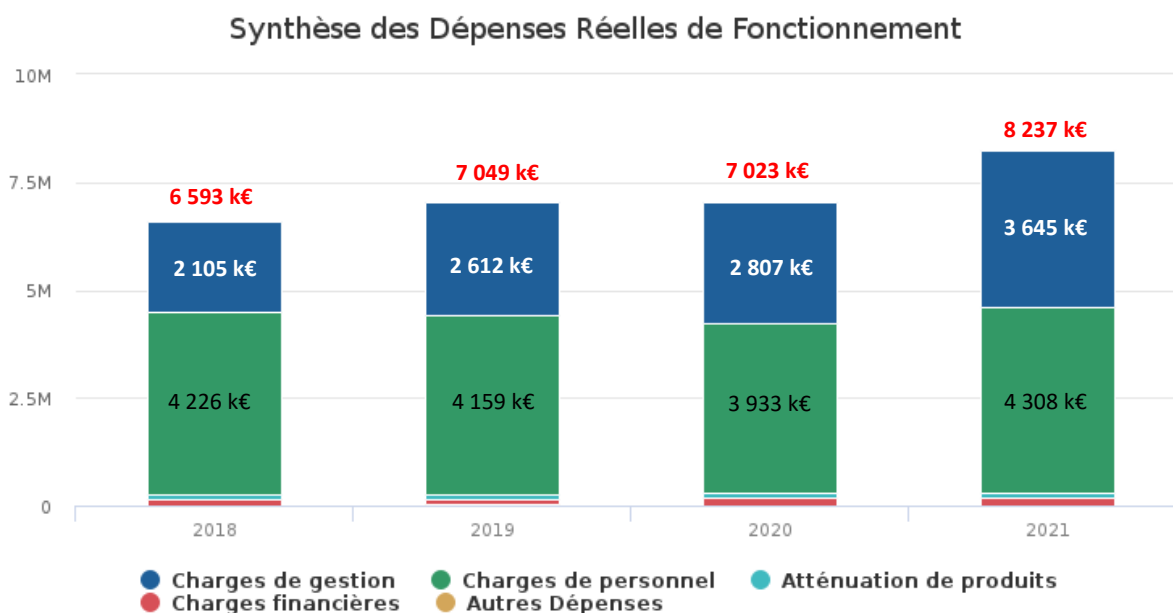
Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. Elles sont considérées comme rigides car la Collectivité ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la Collectivité et difficiles à retravailler. Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème dès lors que les finances de la collectivité sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la collectivité car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.



2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la collectivité de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2021 de 17,27 % par rapport à 2020.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la collectivité sur la période 2018 - 2021.

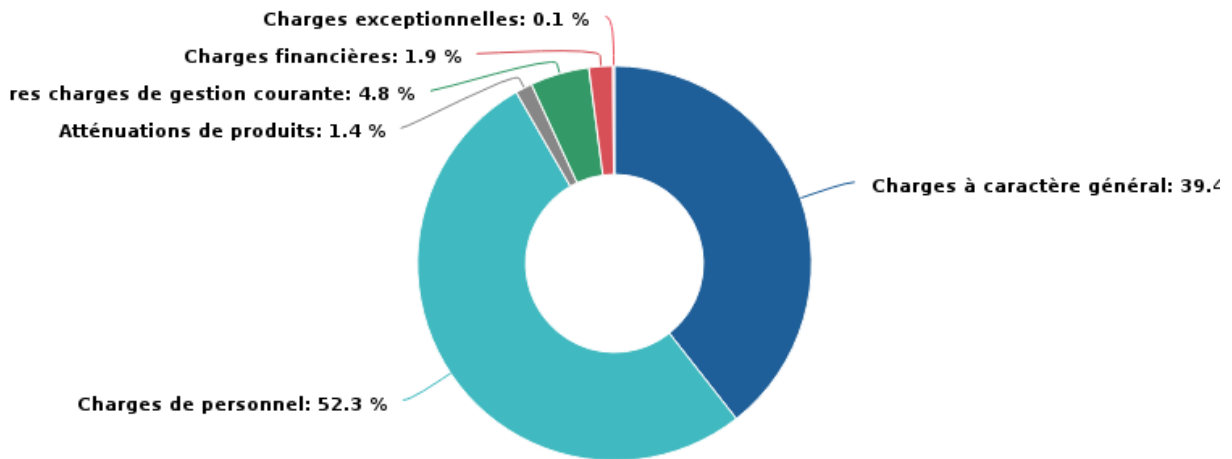


Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Charges de gestion	2 105 531 €	2 612 272 €	2 807 547 €	3 644 754 €	29,82 %
Charges de personnel	4 226 319 €	4 159 307 €	3 932 925 €	4 308 100 €	9,54 %
Atténuation de produits	113 421 €	113 421 €	113 421 €	113 421 €	0 %
Charges financières	139 052 €	143 987 €	169 422 €	160 551 €	-5,24 %
Autres dépenses	8 679 €	20 893 €	156 €	9 908 €	6 251,28 %
Total Dépenses réelles de fonctionnement	6 593 002 €	7 049 880 €	7 023 471 €	8 236 734 €	17,27 %
<i>Évolution en %</i>	-7,65 %	6,93 %	-0,37 %	17,27 %	-

2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2021, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 8 236 734 €, soit 1 248,37 € / hab. ce ratio est supérieur à celui de 2020 (1 056,8 € / hab)

Structure des dépenses réelles de fonctionnement



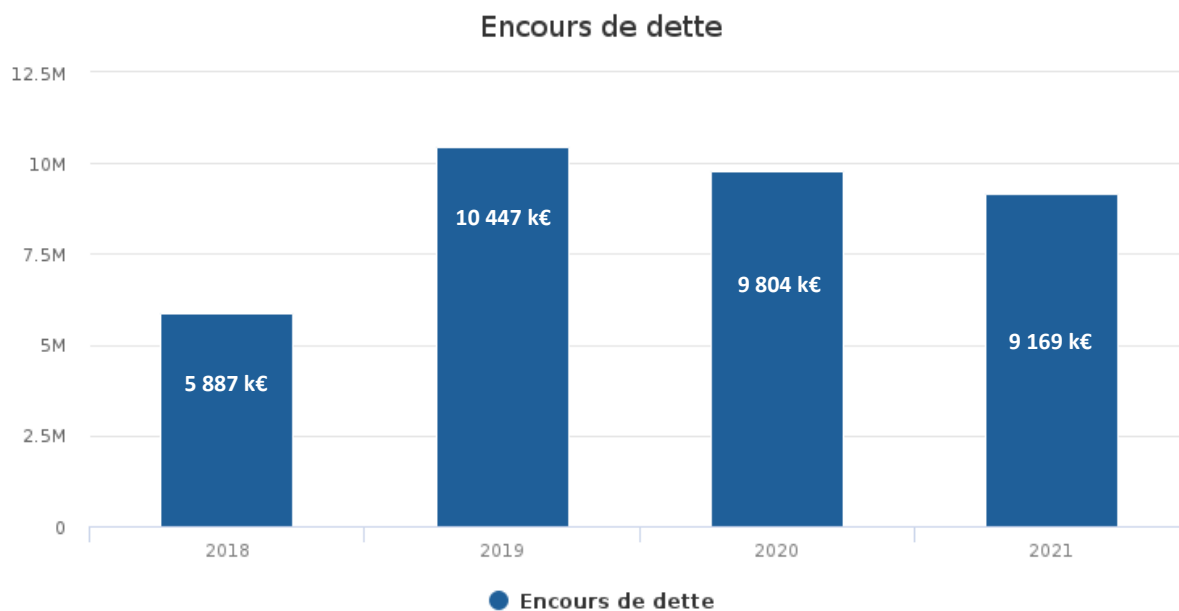
Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- à 52,3% des charges de personnel ;
- à 39,41 % des charges à caractère général ;
- à 4,84 % des autres charges de gestion courante ;
- à 1,95 % des charges financières ;
- à 1,38 % des atténuations de produit ;
- à 0,12 % des charges exceptionnelles.

3. L'endettement de la collectivité

3.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2021, elle disposera d'un encours de dette de 9 169 416 €.



Les charges financières représenteront 1,95 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2021.

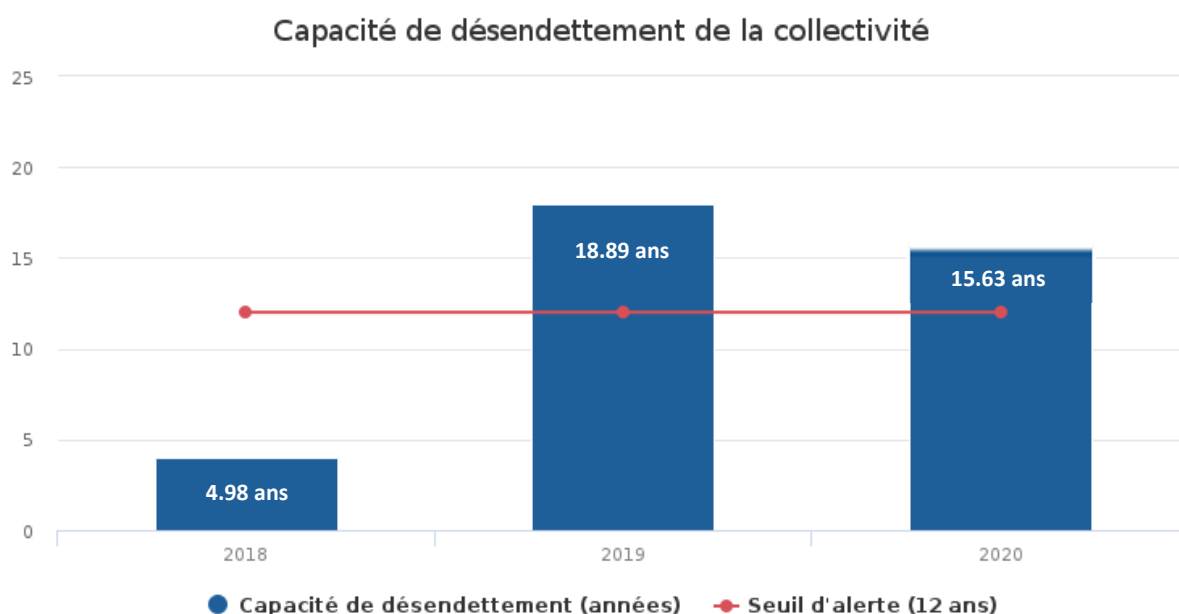
Année	2018	2019	2020	2021	2020-2021 %
Emprunt Contracté	2 300 000 €	5 000 000 €	0 €	0 €	- %
Intérêt de la dette	138 140 €	140 638 €	163 765 €	154 551 €	-5,63 %
Capital Remboursé	355 738 €	420 874 €	643 213 €	634 479 €	-1,36 %
Annuité	514 538 €	580 858 €	823 847 €	789 030 €	-4,23 %
Encours de dette	5 887 108 €	10 447 108 €	9 803 895 €	9 169 416 €	-6,47 %

3.2 La solvabilité de la collectivité

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situe aux alentours de 8 années en 2019 (note de conjoncture de la Banque Postale 2019).



4. Les investissements de la collectivité

4.1 Les épargnes de la collectivité

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la collectivité

Avec les indicateurs permettant de les calculer.

Pour rappel :

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

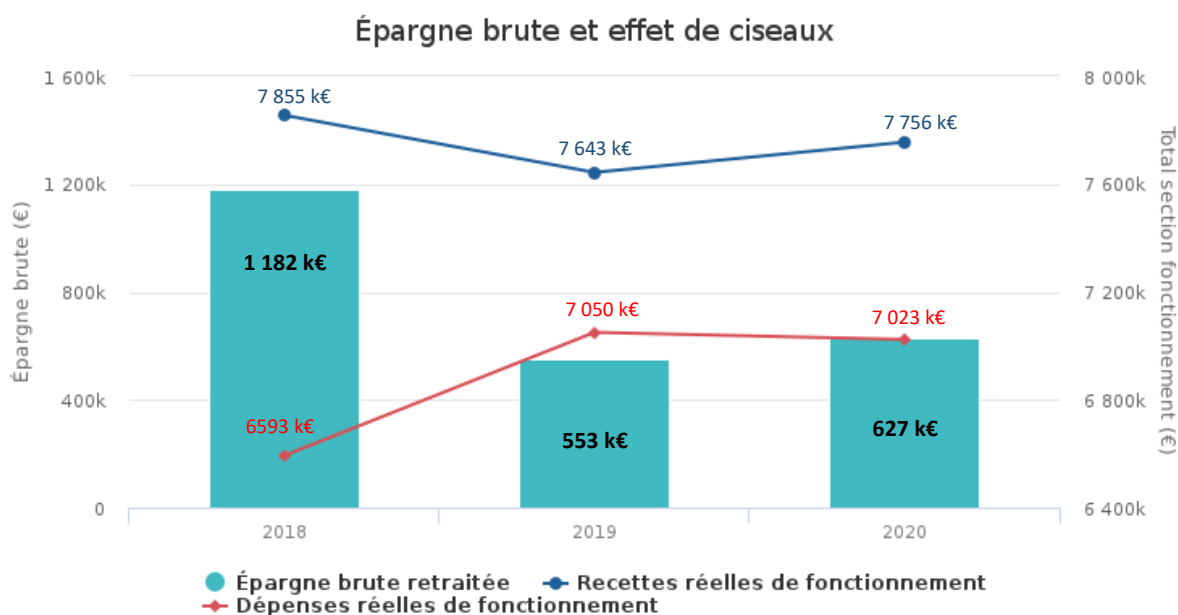
A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la Collectivité sur l'exercice.

Année	2018	2019	2020	2019-2020 %
Recettes Réelles de fonctionnement	7 855 424	7 643 367	7 755 650	1,47 %
<i>Dont recettes exceptionnelles</i>	<i>88 396</i>	<i>61 148</i>	<i>104 992</i>	-
Dépenses Réelles de fonctionnement	6 593 002	7 049 880	7 023 471	-0,37 %
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>8 679</i>	<i>20 893</i>	<i>156</i>	-
Epargne brute	1 182 705	553 232	627 343	13,4%
Taux d'épargne brute %	15.06 %	7.24 %	8.09 %	-
Amortissement du capital de la dette	355 738 €	420 874 €	643 213 €	49,94%
Epargne nette	806 307	113 012	-32 739	-128,97%
Encours de dette	5 887 108 €	10 447 108 €	9 803 895 €	-6,16 %
Capacité de désendettement	4,98	18,89	15,63	-

Le montant d'épargne brute de la Collectivité est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la Collectivité et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.



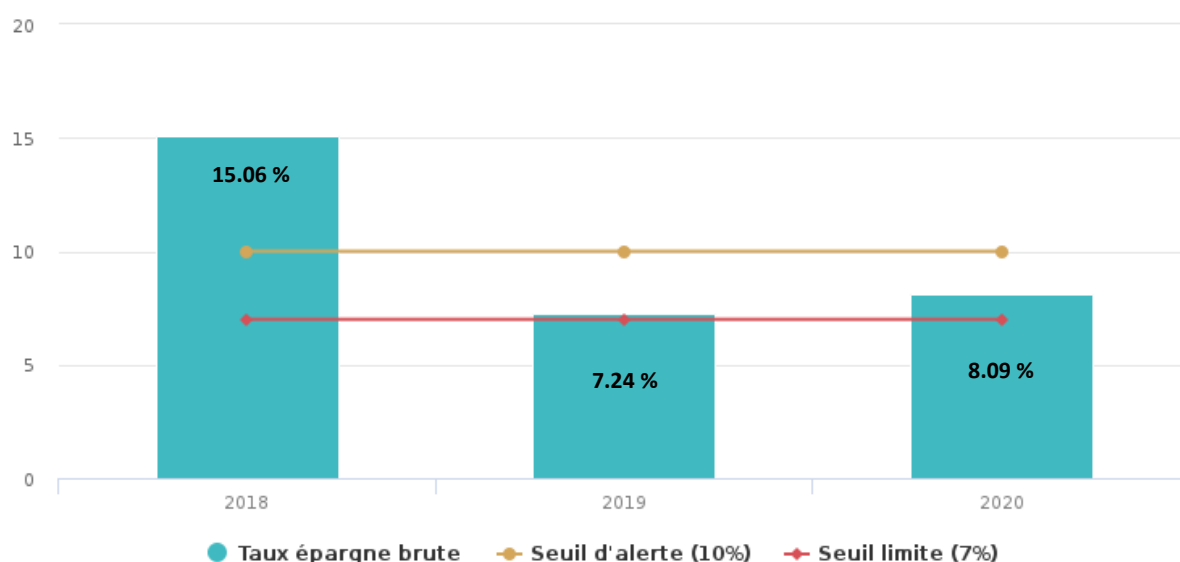
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

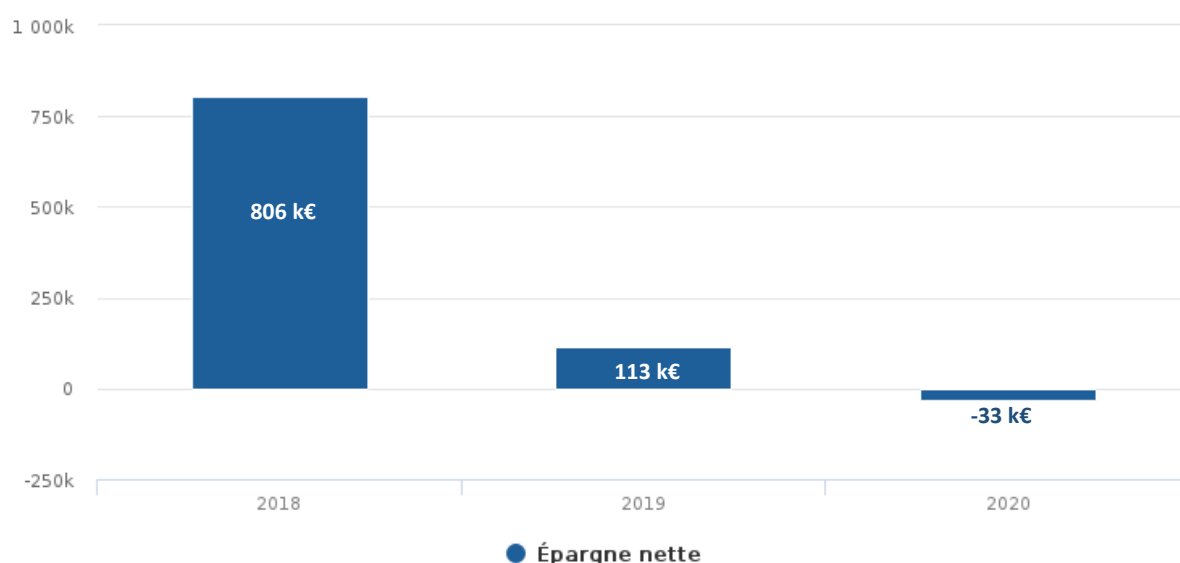
Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une commune française se situe aux alentours de 13% en 2019 (note de conjoncture de la Banque Postale 2019).

Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Épargne nette



4.2 Les dépenses d'équipement

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2020 additionné à d'autres projets à horizon 2021, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2020	2021
Immobilisations incorporelles	58 222 €	85 000 €
Immobilisations corporelles	3 360 529 €	2 272 000 €
Immobilisations en cours	53 734 €	0 €
Subvention d'équipement versées	0 €	0 €
Immobilisations reçues en affectation	0 €	0 €
Total dépenses d'équipement	3 472 485 €	2 357 000 €

Total des projets engagés	2021	2022	2023	2024
Dépense	2 357 000	2 379 000	4 349 000	1 449 000
Marais ZB 243-244-245	218 000	0	0	0
MARPA	15 000	930 000	2 900 000	0
City stade et skate park	165 000	0	0	0
Frais lié à l'urbanisme	15 000	15 000	15 000	15 000
Plantation arbres	4 000	4 000	4 000	4 000
Hôtel de ville	30 000	30 000	30 000	30 000
Autres agencements et aménagements de terrains écoles	5 000	5 000	5 000	5 000
Autres bâtiments publics	100 000	100 000	100 000	100 000
Autres bâtiments publics	250 000	250 000	250 000	250 000
Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30 000	30 000	30 000	30 000
Voiries	600 000	600 000	600 000	600 000
Réseaux d'électrification	35 000	35 000	35 000	35 000
Autres réseaux	120 000	120 000	120 000	120 000
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	40 000	40 000	40 000	40 000
Autre matériel et outillage de voirie	30 000	30 000	30 000	30 000
Autres installations, matériel et outillage techniques	30 000	30 000	30 000	30 000
Balayeuse Voirie	120 000	0	0	0
Matériel transport	40 000	40 000	40 000	40 000
Matériel de bureau et matériel informatique	50 000	50 000	50 000	50 000
Mobilier	20 000	20 000	20 000	20 000
autres immobilisations corporelles	50 000	50 000	50 000	50 000
Mise à niveau serveur informatique	50 000	0	0	0
Locaux commerciaux FAUVETTES	340 000	0	0	0

4.3 Les besoins de financement pour l'année 2021

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la collectivité ces dernières années avec une projection jusqu'en 2021.

Année	2018	2019	2020	2021
Dépenses réelles (hors dette)	3 318 138 €	4 369 284 €	3 472 485 €	2 357 000 €
Remboursement de la dette	376 398 €	440 220 €	660 082 €	634 479 €
Dépenses d'ordres	25 858 €	113 757 €	46 638 €	0 €
Dépenses d'investissement	3 720 394 €	4 923 261 €	4 179 205 €	2 991 479 €

Année	2018	2019	2020	2021
Subvention d'investissement	582 358 €	700 701 €	949 215 €	430 000 €
FCTVA	112 915 €	0 €	510 507 €	0 €
Autres ressources	335 462 €	147 319 €	140 079 €	100 000 €
Opération d'ordre	301 124 €	332 723 €	395 484 €	350 000 €
Emprunt	2 300 000 €	5 000 000 €	0 €	0 €
Autofinancement	264 819 €	488 535 €	0 €	2 637 917 €
Total recettes d'investissement	3 896 678 €	6 669 278 €	1 995 285 €	3 517 917 €
Résultat n-1	-264 818 €	-88 535 €	1 657 482 €	-526 438 €
Solde	-88 534 €	1 657 482 €	-526 438 €	0 €

5. Les ratios de la Collectivité

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2018 à 2021.

Ratios / Année	2018	2019	2020	2021
1 - DRF € / hab.	975,58	1 050,34	1 056,8	1 218,06
2 - Fiscalité directe € / hab.	581,91	597,48	620,7	631,15
3 - RRF € / hab.	1 162,39	1 138,76	1 166,97	1 167,48
4 - Dép d'équipement € / hab.	489,61	650,97	522,49	339,04
5 - Dette / hab.	871,13	1 556,48	1 475,16	1 389,73
7 - Dép de personnel / DRF	64,1 %	59 %	56 %	53,61 %
8 - CMPF	105,25 %	102,81 %	102,44 %	102,44 %
8 bis - CMPF élargi	-	-	-	-
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	88,72 %	97,99 %	99,07 %	112,57 %
10 - Dép d'équipement / RRF	42,12 %	57,16 %	44,77 %	29,04 %
11 - Encours de la dette /RRF	74,94 %	136,68 %	126,41 %	119,04 %

- DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement
- RRF = Recettes réelles de Fonctionnement
- POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes
- CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la collectivité sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.
- CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée)

Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2016)

Communes de France Métropolitaine	R 1 €/h	R 2 €/h	R 2b €/h	R 3 €/h	R 4 €/h	R 5 €/h	R 6 €/h	R 7 %	R 9 %	R 10 %	R 11 %
Moins de 100 hab	844	328	217	1117	533	620	262	23,8	84,5	47,7	55,5
100 à 200 hab	639	306	297	854	372	540	203	29,2	83,8	43,6	63,2
200 à 500 hab	571	307	309	734	279	521	166	35,3	86,6	37,8	70,6
500 à 2 000 hab	614	342	395	771	255	611	158	43,8	89	33,1	79,3
2 000 à 3 500 hab.	717	402	505	888	269	722	158	49,6	89,1	30,3	81,3
3 500 à 5 000 hab	839	464	601	1020	262	795	161	52,3	90,3	25,7	77,9
5 000 à 10 000 hab.	941	508	676	1128	257	888	164	55,4	91,3	22,8	78,7
10 000 à 20 000 hab.	1107	567	796	1299	247	931	190	58,8	92,3	19	71,7
20 000 à 50 000 hab.	1237	628	963	1423	253	1109	213	60,5	94,5	17,8	77,9
50 000 à 100 000 hab.	1361	661	913	1553	267	1457	222	59,8	96,3	17,2	93,8
100 000 hab. et plus	1177	640	788	1341	213	1169	217	58	96	15,9	87,2

EPCI de France métropolitaine	R 1 €/h	R 2 €/h	R 2b €/h	R 3 €/h	R 4 €/h	R 5 €/h	R 6 €/h	R 7 %	R 9 %	R 10 %	R 11 %
Moins de 2 000 hab.	453	274	235	510	171	524	40	36,1	98,4	33,6	102,8
2 000 à 5 000 hab	311	227	165	345	110	241	35	34	99,6	31,8	70
5 000 à 10 000 hab.	273	209	139	312	90	193	36	36,7	93,6	28,8	61,8
10 000 à 20 000 hab.	264	224	129	302	73	177	42	37,8	93,6	24,1	58,6
20 000 à 50 000 hab.	279	269	139	333	73	192	54	39,2	89	21,8	57,8
50 000 à 100 000 hab	331	301	142	391	74	244	86	40,1	89,8	18,8	62,5
100 000 à 300 000 hab	377	336	174	459	88	446	111	35,9	90,6	19,1	97,2
300 000 hab. et plus	351	403	118	451	98	499	170	35,2	86,7	21,7	110,6

Les données du territoire intercommunal

Total / Moyenne des colonnes 61 433 60 942 435 19 313 984,63 1 024,15 775,08 858,47 8 185 028 0,87 1,06 5 481 18 156,83 321 399

Nom de la commune	Population DGF de l'année N'	Population INSEE de l'année N	Résidences secondaires de l'année N	Strate démographique de l'année N	Superficie année N	Potentiel fiscal 4 taxes par habitant	Potentiel financier par habitant	Potentiel fiscal moyen de la strate	Potentiel financier moyen de la strate	Attribution de compensation de la commune	Effort fiscal	Effort fiscal moyen de la strate	Nombre de bénéficiaires des aides au logement de la commune	Revenu imposable par habitant	Longueur de voirie en mètres
AUVERNAUX	326	325	1	1	650	1 144,80	1 144,80	579,32	676,71	35 220	0,691308	0,978424	8	18 669,80	4 691
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	7 747	7 696	39	7	1 129	943,17	1 012,76	1 017,02	1 099,68	393 565	0,997713	1,186067	966	16 922,85	23 502
BAULNE	1 340	1 329	11	3	818	901,10	935,75	724,71	805,92	108 066	0,831473	1,034071	66	18 071,80	9 496
CERNY	3 541	3 499	42	5	1 713	990,58	1 027,71	879,58	960,16	289 200	0,819921	1,107367	140	18 427,68	24 727
CHAMPUCUEIL	2 950	2 924	26	4	1 635	842,58	920,36	801,40	882,54	151 062	0,779317	1,079543	190	16 252,65	24 264
CHEVANNES	1 651	1 649	2	3	1 023	839,83	899,33	724,71	805,92	35 389	0,882422	1,034071	105	17 850,78	7 420
D'HUIJON-LONGUEVILLE	1 554	1 533	21	3	1 004	780,52	835,59	724,71	805,92	154 518	0,784864	1,034071	66	18 239,15	11 767
ECHARCON	806	803	3	2	681	807,89	861,39	659,01	741,51	2 014	1,072844	1,013519	21	18 397,58	7 862
FERTE-A-LAIS	3 887	3 857	30	5	455	913,96	996,99	879,58	960,16	238 787	1,037243	1,107367	434	16 462,55	19 163
FONTENAY-LE-VICOMTE	1 570	1 564	6	3	683	979,52	991,06	724,71	805,92	111 991	0,716320	1,034071	143	18 627,08	9 238
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	961	947	14	2	919	879,87	927,58	659,01	741,51	75 235	0,709752	1,013519	29	17 646,35	12 301
ITTEVILLE	6 692	6 646	22	6	1 220	1 008,14	1 063,70	948,89	1 032,09	441 595	1,024427	1,154637	314	18 165,64	33 760
LEUDEVILLE	1 492	1 488	4	3	784	811,93	842,75	724,71	805,92	153 244	1,193848	1,034071	63	19 075,94	4 194
MENNECY	14 739	14 651	68	8	1 109	1 162,67	1 213,86	1 060,68	1 149,47	2 214 999	1,181083	1,207936	2 095	19 315,27	64 239
NAINVILLE-LES-ROCHES	538	481	57	2	593	983,03	993,12	659,01	741,51	1 073	0,762698	1,013519	27	21 406,88	5 703
ORMOY	2 072	2 066	6	4	188	1 242,70	1 248,33	801,40	882,54	616 365	0,827439	1,079543	257	16 707,85	13 872
ORVEAU	211	200	11	1	430	674,55	714,56	579,32	676,71	3 920	0,693018	0,978424	1	16 577,16	5 460
SAINT-VRAIN	3 137	3 111	26	4	1 157	932,43	1 004,34	801,40	882,54	242 245	0,911086	1,079543	142	19 738,19	14 490
VAYRES-SUR-ESSONNE	1 011	996	15	3	846	794,45	846,49	724,71	805,92	-1 091	0,715203	1,034071	39	16 337,59	3 895
VERT-LE-GRAND	2 365	2 350	15	4	1 593	1 794,94	1 778,24	801,40	882,54	1 345 020	0,605970	1,079543	115	21 896,53	10 932
VERT-LE-PETIT	2 843	2 827	16	4	683	1 248,54	1 248,54	801,40	882,54	1 572 611	1,105375	1,079543	260	16 504,15	10 423

6. Budget Annexe Réseau Chauffage Urbain

Historique :

Le réseau de chauffage urbain a été créé le 1^{er} janvier 2019.

En 2019, un emprunt d'1 million d'euro a été contracté pour réaliser le projet.

Un premier tronçon a été réalisé en 2019 pour un montant de 61 978.30€ en section d'investissement. En section de fonctionnement, 500€ de dépenses correspondent aux frais de dossier de l'emprunt contracté.

Pour 2020, le compte administratif prévisionnel se résume ainsi :

	Dépenses	Recettes	
FONCTIONNEMENT			
Déficit antérieurs reportés	500 €		
Année 2020	10 203 €	0 €	
Total	10 703 €	0 €	
			-10 703 €
INVESTISSEMENT			
Excédents antérieurs reportés		938 022 €	
Année 2020	258 756 €		
Total	258 756 €	938 022 €	
			679 265 €

L'excédent des deux sections est de 668 563 €.

En section de fonctionnement les dépenses correspondent aux intérêts réglés de la dette pour 10 203 €

En section d'investissement, les dépenses se décomposent :

- Frais d'études : 8 432,45€
- Immobilisations : 200 324,02€
- Annuité de l'emprunt : 50 000€

Etat de l'endettement du budget annexe

Pour l'exercice 2021, l'encours de dette de 900 000 €.

Année	2019	2020	2021	2020-2021 %
Emprunt Contracté	1 000 000 €	0 €	0 €	- %
Intérêt de la dette	0 €	10 203 €	7 170 €	-30 %
Capital Remboursé	0 €	50 000 €	50 000 €	=
Annuité	0 €	60 203 €	57 170 €	-5 %
Encours de dette	1 000 000 €	950 000 €	900 000 €	-5,3 %

Perspectives 2021 :

Pour rappel, par son jugement du 12 juin 2020, le tribunal administratif de Versailles a annulé l'arrêté de déclaration d'utilité publique de la constitution d'une réserve foncière sur le secteur Giono.

Le Réseau de Chauffage Urbain avait été constitué pour alimenter les logements prévus en construction sur ce secteur.

Ce projet n'a donc plus de raison d'être prolongé.

Nous engageons en 2021 les modalités de clôture des marchés en cours et nous travaillerons sur l'intégration à terme de la dette dans le budget principal.